

Au Burundi, les ONG inquiètes après la reprise de l'aide budgétaire européenne

RFI, 11/02/2022 Cette mesure pressentie depuis plusieurs semaines a été officialisée le mardi 8 février 2022, mais les organisations de défense des droits humains soulignent les exactions persistantes dans le pays. Les proches du pouvoir mettent l'accent sur les besoins économiques du pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Les principales organisations internationales de défense des droits de l'homme ne cachent pas leur mécontentement, après la décision de l'Union européenne d'annoncer mardi de lever immédiatement les sanctions budgétaires qui avaient été prises contre le gouvernement burundais depuis 2016. Une dizaine d'ONG burundaises en exil qui ont fustigé dans un communiqué commun une décision prise en fermant les yeux devant les violations qui continuent de se commettre dans le pays. Me Dieudonné Bashirahishize, est l'un de ses signataires : « Il y a toujours des enlèvements et des disparitions forcées qui sont signalés, des cadavres qui sont trouvés. L'espace politique n'est pas ouvert. Des opposants sont toujours persécutés. Des gens sont condamnés à perpétuité, simplement parce qu'ils expriment des critiques contre la politique d'un régime. Il y a des médias qui ont été détruits, des journalistes toujours en prison. Les 300 000 Burundais obligés de rester en exil, parce que les causes de leur fuite sont encore là. Nous estimons que l'arrivée de ces sanctions n'est pas en phase avec les valeurs de l'Union européenne. Nous espérons que la décision continuera à être évaluée et que l'Union européenne pourra peut-être aussi faire pression, pour que le gouvernement cesse ces violations qui continuent, malgré le changement de discours. » Autre son de cloche de la Ligue des droits de l'homme Izere, représentée par le parti au pouvoir au Burundi. Elle se félicite de voir l'UE mettre fin à des sanctions prises injustement contre le Burundi, rappelant combien le pays a un besoin urgent de cette aide européenne. Son président François-Xavier Ndaruzaniye, rappelle que le président actuel Variste Ndayishimiye veut changer les choses. « Nous espérons que l'Union européenne ne va négliger aucun effort, pour pouvoir effectivement financer, appuyer le Burundi, surtout dans les secteurs économiques. Concernant les organisations internationales de défense des droits de l'homme, qui aujourd'hui se sentent mal à l'aise, parce que l'Union européenne a enlevé ses sanctions, il faut d'abord voir le contexte politico-social burundais. Nous avons un président qui a une volonté manifeste de pouvoir mettre fin à l'impunité. La deuxième chose qu'il ne faut pas oublier, c'est cette volonté d'ouvrir encore un dialogue sur la scène internationale. Nous sommes satisfaits qu'il n'ait pas sur le terrain des disparitions forcées, qui sont causées par les autorités, tel que relaté par ces autres personnes qui ne sont pas sur le terrain, autrement dit, Human Rights Watch, etc. », explique François-Xavier Ndaruzaniye.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});